

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



## **DIGITAL SERVICES ACT - PUTSCHISTES - STRATÉGIE INDUSTRIELLE**

Cette semaine se place sous le signe du cap. Un cap maintenu avec ferveur contre les géants des plateformes numériques, malgré la série de “menaces” ayant pour objectif de réduire la portée du Digital Services Act. Dix jours après son entrée en vigueur celle-ci nous apparaît encore plutôt discrète, peut-être parce qu’elle n’emporte pas autant d’émotion que le cap maintenu par les défenseurs d’un statut dérogatoire à l’Etat de droit pour la police en France, ou le changement de cap au Gabon. Peu importe l’émotion ressentie : les changements de cap en matière d’industrie ou d’autonomie énergétique, comme le cap d’un nouvel ordre géopolitique mondial incarné par les BRICS emportera forcément des conséquences pour notre avenir et surtout, celui de nos enfants. C’est bien là que se pose le problème de ce premier quart de 21e siècle : doit-on maintenir le cap pour un futur souhaitable que beaucoup d’entre nous ne connaissons pas ?

Nous en profitons pour souhaiter la bienvenue à nos deux stagiaires, Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSE et Carla BOYER.

Bonne lecture,  
Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

★ **CRISE MIGRATOIRE, AFRIQUE**

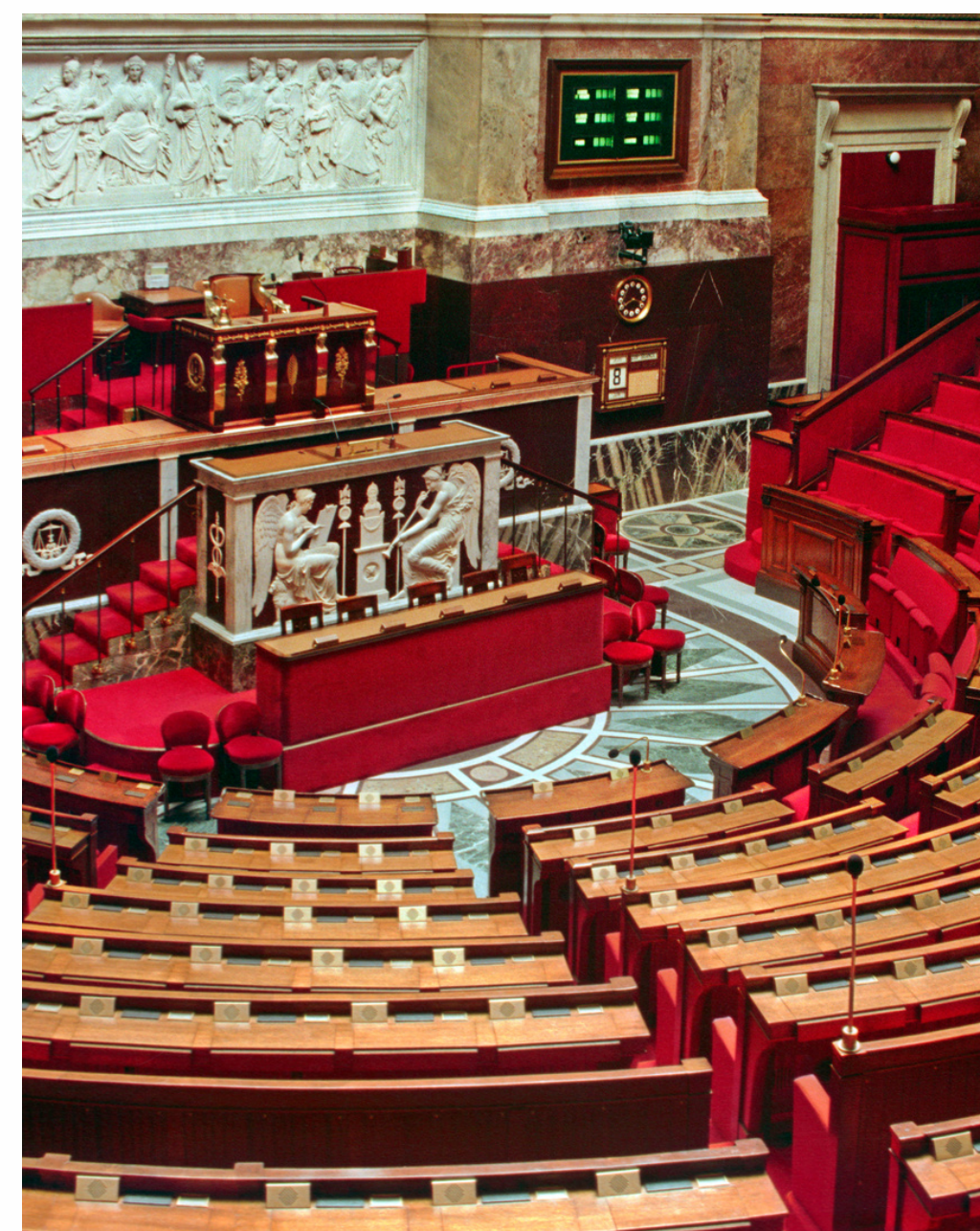
## TU QUOQUE FRANCIA MI ?

Il est dans nos habitudes de tourner le regard vers l'Est, lorsqu'il est question de recul de l'État de droit au sein de l'UE. Les nombreuses atteintes au pluralisme des médias, à l'indépendance de la justice, aux libertés publiques, aux droits des femmes et des minorités sont devenues le lot quotidien des nouvelles en provenance de Varsovie, Budapest, mais aussi Athènes, La Valette, ou Bucarest. Pour autant, aucun État membre de l'UE ne peut prétendre être immunisé.

- À la suite des violences urbaines qui ont embrasé les quartiers populaires pendant quelques jours au début de l'été 2023, ce sont les réponses policières qui désormais préoccupent les observateurs.

- En particulier l'encadrement judiciaire de l'action des forces de l'ordre.
- Les déclarations d'un haut responsable de police, réclamant un régime dérogatoire à la loi pénale pour les policiers, avec le soutien de sa hiérarchie sont venues relancer un débat houleux sur l'impunité policière.
- La communauté juridique et judiciaire y a vu une inquiétante violation des principes républicains, selon cette analyse du Club des Juristes.

- Dans un éditorial très virulent pour le Temps, le professeur Jean François Bayart s'était inquiété au printemps des signaux faibles d'une "dérive illibérale" en France.
- Dans l'ensemble les réactions européennes sont discrètes.
  - Si certains parlementaires européens s'inquiètent, le Parlement européen avait préféré s'abstenir de tout commentaire au printemps dernier.
  - Au moment de la présentation du rapport annuel de la Commission sur l'état de droit en Europe, début juillet 2023, le Commissaire européen à la Justice, Didier Reynders a souligné le « niveau de violence très élevé » et émis des réserves à propos du système judiciaire français.
    - La France entend se réfugier derrière le principe d'attribution afin de se garder de répondre sur sa conformité aux libertés et droits fondamentaux, mise en cause par la Cour EDH et par les Nations Unies.
    - Le débat public français ne pourra pas faire l'économie d'une réflexion sur son propre rapport à l'État de droit, sous peine de donner raison à ses critiques et détracteurs.
    - Il pourrait être salutaire de revenir sur le retrait de l'épreuve orale de droit public aux concours d'entrée de la police.





# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## DSA, GAFAM, DROITS FONDAMENTAUX, QUIS CUSTODIET IPSOS CUSTODES ?

Depuis le 25 août 2023, il n'y a plus d'échappatoire : 19 « très grandes plateformes » doivent se conformer au Digital Services Act.



- Cela concerne AliExpress, Amazon, l'App Store, Bing, Booking, Facebook, Google, Google Play, Google Maps, Google Shopping, Instagram, LinkedIn, Pinterest, Snapchat, TikTok, Wikipédia, X (Twitter), YouTube et Zalando.
  - Du fait qu'elles comptent plus de 45 millions d'utilisateurs mensuels en Europe (soit plus de 10 % de la population), ces plateformes doivent respecter les règles spécifiques de l'Union européenne.
  - Dans le cas contraire, elles risquent de se voir infliger des amendes allant jusqu'à 6 % de leur chiffre d'affaires mondial et des interdictions d'activité sur le territoire de l'Union.
  - D'autres entreprises rejoindront cette liste le 17 février 2024, avec des règles un peu moins strictes.

- Ce qui est remarquable dans ce texte, c'est que l'Union s'oppose frontalement à ce qui a fait la fortune de ces plateformes : les algorithmes.

- Depuis le 25 août 2023, Facebook, Instagram, LinkedIn, Pinterest, Snapchat, TikTok, X ou YouTube sont obligés :

- D'expliquer le fonctionnement des algorithmes pour chaque publication suggérée.
- De proposer des recommandations sans algorithme, c'est-à-dire que tous les contenus proposés sur les réseaux sociaux doivent pouvoir être triés chronologiquement, sans contenu externe.
- De ne plus diffuser de publicités ciblées aux mineurs.
- De garantir aux utilisateurs un système pour rétablir un compte fermé.
- De détecter, signaler et retirer les images pédopornographiques



- Une attention particulière est portée aux utilisateurs les plus vulnérables : avec la mise en place des "signaleurs de confiance".
  - En France, il s'agit de l'Arcom, site Pharos, tout particulièrement.
- « L'Europe est aujourd'hui la première juridiction au monde où les plateformes en ligne ne bénéficient plus d'un 'passe-droit' et ne fixent plus leurs propres règles », explique Thierry Breton.
  - La calomnie et la violation de la vie privée, interdites dans la vie réelle doivent aussi l'être sur Internet.

**CULTURE STRATÉGIQUE EUROPÉENNE.**  
**A LA RECHERCHE D'UN RÉCIT MOBILISATEUR.**  
**PANEL 2. A LA RECHERCHE D'UN RÉCIT EN**  
**MATIÈRE DE RÉGULATION.**



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## AFRIQUE, RUSSIE, INFLUENCE, AFRICA QUO VADIS ?

Prévisible selon certains observateurs, la remise en cause de la réélection du Président Bongo, au Gabon, est le dernier en date d'une longue série de coups d'État qui ont secoué l'Afrique ces trois dernières années. Si les réactions internationales restent prudentes, le coup semble cependant bien accueilli par des Gabonais globalement lassés de l'immuabilité d'un pouvoir dynastique.



- Dans son éditorial, P. Haski suggère que les nouvelles générations identifient les militaires comme des sauveurs et perçoivent ces putschs comme la seule manière de changer de régime politique.
  - L'effet domino entre les différents coups de force semble consolider les juntes militaires au pouvoir.
- Ces putschs révèlent surtout un recul de l'influence des Occidentaux dans ce qui constituait jadis leurs empires coloniaux.
  - Entre réalisme géopolitique, mauvaise conscience historique et intérêts économiques, l'UE et ses États membres hésitent sur les attitudes à suivre.
    - Et ce d'autant que d'autres puissances sont promptes à exercer leur propre influence.
  - Au Niger, les États-Unis ne veulent pas couper leurs relations diplomatiques avec la junte militaire en place tandis que la France maintient une politique ferme à l'égard de cette dernière précise Wassim Nasr, dans une analyse pour Le Grand Continent.
  - Dans son blog sur la défense européenne, Nicolas Gros rappelle aussi que les Européens ne semblent pas tous prêts à soutenir unanimement une potentielle intervention militaire de la CEDEAO

Pendant ce temps, l'Union européenne tente de se mettre d'accord sur la mise en place d'un cadre juridique de sanctions contre les putschistes nigériens.

- L'enjeu géopolitique est crucial pour l'UE car outre les questions migratoires et énergétiques (cf. notre EIH du 28/8/23), ces pays représentent aussi des espaces d'influence directe pour des adversaires.
  - Des groupes djihadistes en profitent pour renforcer leur puissance en se servant des enjeux sécuritaires.
  - Discrète et circonspecte face à cette instabilité chronique qui menace ses investissements et ses approvisionnements, la Chine envisage de se positionner comme pourvoyeuse de sécurité, à l'instar des États-Unis ou de la France, ou de l'ancienne URSS.
- C'est le retour d'une présence russe marquée en Afrique qui inquiète tout particulièrement les Occidentaux.
  - Comme le rappelle le Raluca Besliu dans le Green European Journal, la Russie bénéficie du soutien d'un certain nombre de pays africains depuis l'invasion de l'Ukraine.
  - Moscou sait jouer du ressentiment local contre les influences étrangères, en particulier si l'on tient compte des promesses d'aide qui n'ont "jamais été vraiment honorées", rappelle le Financial Times.
    - En outre, la propagande russe a beau jeu de montrer que les sanctions occidentales sont les vraies raisons qui expliquent l'interruption des livraisons de grains, essentielles pour cette partie du monde.
    - La BBC revient en détail sur un tour d'horizon de cette « politique de remplacement » de l'Occident par la Russie, en Afrique.





# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## COMMERCE, GÉOÉCONOMIE, BRICS BRICS: ORDO AB CHAOS ?

Il faut prendre les BRICS au sérieux - mais sans y projeter de nouveaux fantasmes. Il ne s'agit pas d'un "bloc rival" calqué sur le modèle de la guerre froide. Il ne s'agit pas non plus d'une alliance militaire ou économique contre l'Occident et les Etats Unis. Se présente le début de la révision de l'ordre géopolitique, économique et idéologique hérité de l'après-guerre. La fin du consensus de Washington, assurément - comme expliquaient les économistes Dani Rodrik et Branko Milanovic au milieu de la crise Covid.



- Il est peu probable que les BRICS remettent en cause le rôle d'acteur géopolitique des États-Unis.
  - Ce n'est pas nécessairement leur objectif.
  - Leurs ambitions communes concernent l'intelligence artificielle et les échanges commerciaux.
  - Leur banque de développement pourrait remettre en question notre conception occidentale de l'aide au développement.
    - C'est par le biais de monnaies numériques locales, et non mondiales, qu'ils pourraient réussir à remettre en cause la prédominance de l'ordre financier occidental.
    - Ceci semble réalisable avec la création de plateformes commerciales permettant de contourner le dollar américain, le système SWIFT, Visa, Mastercard.

- Leur émergence prend racine dans un moment particulier de la mondialisation.

- Les années 1990 avaient consacré la domination de la géoéconomie sur la géopolitique.
- Les années 2020 sont le théâtre d'un renversement dont les pays occidentaux sont d'actifs responsables.
- Avec le régime de régulation par les sanctions, le commerce mondial est considérablement bouleversé dans ses fondations.
  - C'est ce que souligne une note du blog du FMI, qui décrit une "fragmentation économique" du monde, où les investissements directs étrangers (FDI) épousent désormais les fractures géopolitiques.
  - Selon les calculs du FMI, depuis 2019, les restrictions commerciales ont triplé pour atteindre près de 3 000 en 2022, ce qui augmente les coûts des biens et services échangés.



- Parmi les autres formes de fragmentation figurent :
  - le découplage technologique (Libération propose une analyse intéressante de "la guerre des nanos" sur le marché des semi-conducteurs) ;
  - la perturbation des flux de capitaux et les restrictions migratoires.
- Les estimations du coût de la fragmentation varient mais le FMI l'évalue à 7 points de pourcentage du PIB mondial à long terme.
  - Dans un article de fond pour Foreign Affairs la directrice du FMI, Kristalina Georgieva (ancienne commissaire européenne) insiste sur la nécessité d'une coopération globale pour contrer les effets centrifuges de cette fragmentation.
- L'OMC tire également la sonnette d'alarme.
  - Dans son discours annuel, son actuelle directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala, estime que si le monde devait se diviser en deux blocs commerciaux, le PIB mondial diminuerait de 5 points de pourcentage.
  - Certains pays en développement subiraient une perte de plus de 10 points de pourcentage.

Il faut prendre les BRICS au sérieux.



## AUTONOMIE STRATÉGIQUE, INDUSTRIE, GRIMHILDE

Contrairement à ce que semble penser Fiona Scott Morton, ce ne sont pas des “fragilités françaises” comme l’explique Politico et comme elle le raconte dans la presse anglosaxonne qui ont conduit à son éviction du poste très stratégique d’économiste en chef de la DG concurrence en juillet dernier. Il s’agit bien de stratégie industrielle européenne - en particulier sur les Big Tech - que sa nomination aurait pu considérablement affaiblir tant les possibilités de conflits d’intérêts étaient rendues évidentes par son parcours.

- Depuis les vulnérabilités dans ses chaînes de valeurs mondialisées mises à nu par le Covid puis la guerre en Ukraine, l’Europe est à la recherche d’une stratégie industrielle.
  - Si le Green deal et la transition numérique sont systématiquement célébrées comme les nouveaux leviers d’un modèle industriel à réinventer, deux écueils surgissent à l’horizon.
    - Le premier est la résistance des vieux modèles, mercantilistes, productivistes, centrés sur l’industrie lourde et les exportations - en deux mots, le “modèle allemand”.
    - Entre temps, les véhicules électriques atteignent le seuil critique de 5% dans plus de 23 pays, d’après les comptes de l’agence Bloomberg. Sachant le retard de ses constructeurs et la domination de la Chine sur ce segment du marché, le futur de la voiture se prononce de moins en moins en allemand.



- Dans ses contributions publiques, l’éditorialiste Wolfgang Munchau revient régulièrement sur ces résistances et leurs conséquences.
  - C’est le cas en particulier de l’abandon par l’entreprise Bosch de la fabrication des Lidar, ces capteurs de détection et de télémétrie par la lumière qui permettent d’équiper les voitures.
  - Ceci est dû aux retards des constructeurs allemands sur les technologies des véhicules autonomes.



- D’après Adam Tooze, il y a un autre risque plus pernicieux encore. Dans une longue pièce de doctrine pour le Grand Continent, l’économiste revient sur un paradoxe :
  - “le moment où la question de la politique climatique a fait surface sur le devant de la scène politique mondiale était précisément le moment où le néolibéralisme et la révolution du marché ont pris le contrôle de l’agenda politique.”
    - Autrement dit, les patterns du vieux modèle appliqués aux nouveaux champs.
  - Il rappelle que les Européens ont longtemps fait de la politique industrielle comme Monsieur Jourdain faisait de la prose : sans s’en apercevoir.
    - Que ce soient Airbus, les trains à grande vitesse ou les choix énergétiques gaziers, ce sont des politiques industrielles à part entière - et réussies, de surcroît.
  - L’Europe a besoin de nouvelles politiques industrielles et pour cela, elle a besoin de penser son industrie, insiste A. Tooze.
    - Dans un climat de rivalités géopolitiques accrues et d’urgence climatique absolue, l’Europe joue son avenir sur cette question.



---

**ENERGIE, HYDROCARBURES, DÉCARBONATION,  
MAPLE TOWN**



Apôtre de la décroissance et de la sobriété, l'ingénieur Jean-Marc Jancovici, dont l'expertise est centrale dans la conversation sur l'énergie en France ne cesse de le rappeler : notre système est en "ébriété" de consommation des énergies fossiles. De fait, le principal obstacle aux politiques de transition écologique reste l'indépassable et tenace dépendance de nos systèmes économiques et de nos productions matérielles à l'omniprésence des énergies fossiles.



- C'est aussi ce que souligne, lucide, le scientifique Vaclav Smil dans son dernier livre *How the world really works*.
  - Selon une étude récente la production d'énergie fossile a baissé de 17% au sein de l'Union européenne en 2023, atteignant ainsi des niveaux record.
    - Certes, cette diminution est majoritairement causée par une baisse significative dans la demande d'électricité.
      - Cette dernière est liée en particulier à une réduction de la production industrielle.
      - La diminution pourrait donc n'être que circonstancielle et ne reflèterait pas directement les efforts de transition vers les énergies décarbonées.
    - De fait, malgré les politiques climatiques ambitieuses de l'UE auxquelles ils souscrivent et contribuent, les États membres semblent jouer un double jeu.
      - Ceci rappelle les tricheries des grands constructeurs automobiles pour contourner les normes de pollutions européennes (#Dieselgate).
- 

- Cette difficulté à se mettre en cohérence avec leurs propres exigences est d'autant plus visible lorsqu'il s'agit des sanctions visant la fin de l'invasion russe en Ukraine.
  - Les États de l'UE déclarent vouloir réduire leur dépendance des importations russes,
  - Cependant, Global Witness calcule qu'entre janvier et juillet 2023, les importations européennes de GNL Russe ont augmenté de 40%.
    - Les leaders du marché tels que Shell et Total Énergie, qui pourtant avaient annoncé avoir cessé leurs activités en Russie profitent de ces échanges.
  - Entre la froide réalité de nos dépendances énergétiques et l'urgence de la décarbonation, la tension est à son comble.

